

DEMOCRATIE, IMPERIALISME, LUTTE DES CLASSES.

Nous reproduisons, avec sa permission, la préface publiée par Alexandre HEBERT dans un numéro spécial de «l'Anarcho-Syndicaliste», suivie des réflexions qu'elle nous inspire.

DEMOCRATIE ET LUTTE DES CLASSES

par Alexandre HEBERT

Avec son accord, nous reproduisons deux des «Lettre Anarchiste» de Serge Mahé.

La première d'entre elles, «LES POURCEAUX D'EPICURE», constitue une contribution précieuse à l'œuvre de démystification que les militants ouvriers, de toutes tendances, sont tenus de poursuivre face au retour offensif de l'obscurantisme sous toutes ses formes.

Trop longtemps, le mouvement ouvrier a vécu sur ce qu'il croyait être des certitudes et a négligé le combat des idées, parfois même, considéré comme relevant de «l'idéologie». (1)

Certes, le danger est réel et le titre même de la dernière «LETTRE ANARCHISTE» : «La Cité du bon accord» pourrait laisser craindre que l'ère du socialisme utopique avec ses «projets de société» - c'est-à-dire la tendance à se réfugier dans des idéologies, d'autant plus rassurantes, que se situant sur le terrain des idées, elles sont, en quelque sorte, inaccessibles - n'est pas totalement révolue.

Mais, par ailleurs, les faits sont têtus et sont là, suffisamment cruels, pour nous rappeler que «les idées peuvent devenir des forces matérielles» et de ce point de vue, l'effort de clarification théorique de Serge MAHE mérite d'être maintenu et encouragé.

Cela étant, il s'agit bien entendu, d'un débat ou plus exactement de la reprise d'un vieux débat qui doit permettre de fructueux échanges.

Depuis Proudhon et Rosa Luxembourg, il est passé beaucoup d'eau sous les ponts et si, pour un anarchiste, la nature de l'Etat (quelle que soit sa forme) ne souffre guère de discussion, pour autant, il n'est au pouvoir de personne, à moins de se situer précisément sur un terrain purement idéologique, d'exorciser l'Etat. Autrement on ne peut évacuer le débat et les choix liés à la forme de l'Etat. Ce qui ne signifie pas, pour autant, qu'on puisse nourrir l'illusion d'utiliser l'Etat comme moyen de transformation révolutionnaire dans le combat. Un anarchiste se situe toujours face à l'Etat.

La formule fameuse des communistes allemands: «Après Hitler ce sera nous!» est là pour nous rappeler les dangers de la phrase maximaliste. Nous savons maintenant que la politique ultra-gauche de la «troisième période» n'était, finalement, qu'une façon de capituler devant STALINE, c'est-à-dire devant les exigences de l'état russe

Vouloir, aujourd'hui, considérer que le combat contre le caractère antidémocratique des institutions de la Vème République relèverait du «crétinisme parlementaire» me semble, à la fois, irréaliste et dangereux. Offrir comme seule alternative à la «démocratie bourgeoise» fondée sur le mandat parlementaire la «démocratie socialiste» fondée sur le pouvoir des soviets peut paraître séduisant mais semble vouloir ignorer, qu'en France, depuis 1958, nous ne sommes plus en démocratie ... même bourgeoise!

Certes, Rosa Luxembourg avait raison d'affirmer que:

(1) Idéologie: doctrine fondée sur des idées sans rapport avec les faits réels, qui prône un idéal irréalisable. (Larousse)

«La bourgeoisie n'est pas un parti parlementaire, mais une classe dirigeante, qui se trouve en possession de tous les instruments de la domination économique et sociale».

Mais, la classe ouvrière a appris, à ses dépens, que le «choix entre démocratie et dictature» va bien au-delà d'un «lâche détour par l'Assemblée Nationale».

Or, aujourd'hui, avec la Vème République, nous sommes en présence d'un état de type bonapartiste qu'il importe, d'abord, de combattre et de détruire si on ne veut pas voir remise en cause l'existence même de la classe ouvrière en tant que classe. Autrement dit, on ne saurait, au nom de je ne sais quelle pureté révolutionnaire (voire même anarchiste) renoncer au combat pour les libertés démocratiques et, du même coup, contribuer à précipiter l'instauration d'un ordre néo-corporatiste qui, bien plus que la République des soviets me semble, hélas !, être aujourd'hui à l'ordre du jour.

C'est pourquoi, les anarcho-syndicalistes, c'est-à-dire les anarchistes disciples de PELLOUTTER qui ont décidé d'oeuvrer dans les syndicats situent aujourd'hui leur combat à la fois sur le terrain de la lutte des classes et sur celui de la défense des libertés démocratiques, notamment en oeuvrant à la constitution d'un «Front laïque et républicain» afin de participer au combat contre la dérive totalitaire de la Vème République, au terme de laquelle, si elle était menée à son terme, les travailleurs perdraient jusqu'au droit de se constituer en classe par l'organisation.

Répetons-le, Rosa Luxembourg a raison de rappeler que la bourgeoisie est une classe mais ajoutons qu'une classe n'est ni le diable ni le bon dieu, elle n'est qu'un moment du développement historique.

Il faut nous garder de tout manichéisme et la lucidité n'implique pas nécessairement une vision pessimiste du devenir social. Rien ne nous autorise à affirmer que:

«Confier à une constituante les destinées du pays à la suite d'une grève généralisée permettrait aujourd'hui à la «5ème colonne» de faire sa jonction avec la classe dominante pour concocter un plan de redressement capitaliste dans le cadre d'une «révolution nationale» corporatiste».

D'autant, qu'à l'échelle internationale, sous des formes diverses, la lutte des classes reprend ses droits. En Espagne, en Italie, aux Etats-Unis, les plans concoctés par la F.M.I. et la Commission de Bruxelles sont sérieusement remis en cause par des mouvements de grève que les appareils s'avèrent bien incapables de maîtriser. L'échec de Bush aux Etats-Unis, les résultats du référendum en France ne relèvent pas seulement de jeux électoraux. Ils traduisent une redistribution des forces sociales dont il est difficile, aujourd'hui, de mesurer toutes les conséquences.

Il demeure que certains acquis de la bourgeoisie méritent mieux que d'être persiflés et la formule «Liberté, Egalité, Fraternité» exprime une volonté de construire une société meilleure ou, en tous cas, moins mauvaise qu'une société fondée sur l'esclavagisme totalitaire.

Il faut avoir le courage de le reconnaître, des institutions, même imparfaites, fondées sur la séparation des pouvoirs sont assurément préférables à celles fondées sur le centralisme démocratique se transformant par la force des choses en centralisme bureaucratique.

Au-delà des mots, il y a les faits. N'oublions pas que c'est sur le mot d'ordre «tout le pouvoir aux soviets» que s'est finalement instaurée la plus implacable, la plus barbare des dictatures!

En la matière, l'histoire a tranché, le centralisme démocratique est un mode de fonctionnement adapté à une fraction, une «fraction», le parti bolchevik par exemple. Il ne saurait s'appliquer à la société toute entière ou à une classe à moins d'imaginer ou de s'imaginer par exemple un parti ayant la prétention d'incarner la classe ouvrière à lui seul.

Comme on le voit, les textes de Serge Mahé ont le mérite de soulever des problèmes fondamentaux dont les militants ont le devoir de débattre. Il n'y a pas de sujets tabous et de progrès possible sans effort de compréhension de ce qui se passe et de ce qui risque de se produire. Les hommes font leur propre histoire, encore faut-il qu'ils en aient les moyens et ne soient pas le jouet des conditionnements idéologiques mis en oeuvre pour les asservir. Dans cette affaire, le rôle des individus est loin d'être négligeable. Le premier devoir de l'homme affirmait LITRE est de s'instruire, le second d'instruire les autres.

On ne peut que se réjouir de voir rappeler la forme et le contenu du fédéralisme à un moment où les hiérarchies cléricales voudraient l'identifier à ... la subsidiarité!

Bravo donc pour l'effort de clarification entrepris et poursuivi par l'ami MAHE mais qu'il me permette de rappeler, mais, lui-même le sait déjà, tant il s'agit d'une vérité d'évidence.

Si la pratique sans théorie peut conduire à un réformisme dévastateur, la théorie sans la pratique c'est-à-dire sans lien organique avec la classe ouvrière organisée conduit inéluctablement au repli sur soi-même, à l'idéologie et finalement, à la secte!

C'est précisément ce que, en commun, nous avons voulu éviter en constituant il y a déjà quelques décennies, l'Union des Anarcho-Syndicalistes.

Nantes, le 12 Novembre 1992

IMPERIALISME ET LUTTE DE CLASSES

L'intérêt que témoigne pour nos écrits Alexandre Hébert et ses encouragements sont appréciés à leur valeur, même si son tempérament enthousiaste le porte peut-être parfois à quelques excès tant dans le compliment que dans la critique.

Nous n'épiloguerons pas pour déterminer laquelle des deux formules se prête davantage aux dérives idéologiques, celle du titre «la cité du bon accord» (type accord conventionnel) empruntée à Elisée Reclus ou la glorieuse devise «Liberté, Egalité, Fraternité» en exergue sur notre monnaie forte et nos drapeaux.

L'attention d'Alexandre Hébert a été particulièrement retenue par le thème de l'Assemblée nationale constituante élue au suffrage universel. Nous convenons volontiers que l'antiparlementarisme n'est pas au premier rang des priorités et qu'il y aurait danger à mêler nos voix sur ce sujet à celle des partisans d'un régime pire que la Démocratie parlementaire bourgeoise. L'évolution du crétinisme à la corruption est un scandale permanent et sanguinolent qui suffit au discrédit du parlement. L'hypothèse avancée dans l'article était celle d'une grève généralisée (pas forcément limitée à l'hexagone) à l'issue de laquelle les organisations ouvrières elles-mêmes quémameraient à la bourgeoisie une élection d'Assemblée constituante. Ce qui signifierait un acte d'allégeance à la classe dirigeante qui ne manquerait pas de faire payer la note. Par exemple, étant donné qu'elle est dans l'ensemble «subsidiariste», par l'établissement d'un régime corporatiste au nom de nouveaux droits et d'une nouvelle citoyenneté. Il est évident que nous ne sommes pas, ou pas encore, dans une telle situation et que les adaptations constitutionnelles à l'ordre du jour (aggravantes, notamment à l'égard de la sécurité sociale) entrent dans le cadre de la préparation des législatives.

Les camarades de l'U.A.S., incontestablement, collent à l'actualité lorsqu'ils entreprennent le lancement de conventions départementales pour la constitution d'un «Front laïque et républicain». Le terme de «Front républicain» évoque pour toute une génération la coalition S.F.IO.- Radicaux mendésistes qui, en 56, grâce aux pouvoirs spéciaux votés par le PCF, l'envoya au casse-pipe en Algérie. Mais il s'agirait en l'occurrence d'un Front républicain laïque qui renvoie plutôt au «Bloc des gauches» du début du siècle sous la troisième République. Davantage encore que depuis Rosa Luxembourg, l'eau acoulé sous les ponts. Quelques décennies auparavant Marx avait développé la ligne dite «de la démocratie» préconisant une alliance avec la bourgeoisie radicale pour asseoir les institutions républicaines contre l'aristocratie financière au pouvoir. Des alliances semblables étaient réalisées dans d'autres pays d'Europe. Les communistes se considéraient comme la fraction la plus avancée de ces regroupements démocratiques et entendaient y jouer un rôle dirigeant dans la conquête du pouvoir. Cette stratégie produisit effectivement les ministres Millerand, Guesde et toute une lignée, de Front populaire en Union de la gauche. Notons qu'au moment où il soutenait les Fraternal Democrats, Marx rédigeait le Manifeste communiste et organisait l'Association Internationale des Travailleurs, tandis que Bakounine, qui saluait également la République, construisait les groupes de l'Alliance (qui adhèrent ultérieurement à l'A.I.T.) et son parti anarchiste spécifique Fraternité Internationale, indépendant et autonome, qu'il maintint contre vents et marées.

Les radicaux, héritiers des Lumières, ne correspondent plus en tant que parti bourgeois aux besoins du grand capital monopoliste, c'est pourquoi ils ont disparu. La social-démocratie a succombé aux tâches avilissantes qui lui furent assignées et finit par passer la main au gaullisme; les sociaux-chrétiens investirent la vieille maison à Epinay. Bérégovoy œuvre à une «Alliance pour le progrès, entre l'ultra libéralisme et l'économie administrée», et Mauroy rappelle comme une fatalité que le chômage est la rançon incontournable de la sacro-sainte économie de marché. On ne peut faire rétrograder la roue de l'histoire et fabriquer artificiellement des alliés démocrates. Nous sommes à la veille d'affrontements sans précédent entre molochs impérialistes à coups de F.M.I., de Maastricht, de P.A.C. et de G.A.T.T.... (voire de «marines»). Dans cette perspective, la bourgeoisie met en coupe sombre toutes les conquêtes ouvrières et se réclame (hormis le bonapartiste Séguin et le vendéen De Villiers) du principe papal de

subsidiarité qui synchronise les sévices du libéralisme et du dirigisme à tous les niveaux.

Il faudra beaucoup de moral aux camarades de l'U.A.S. qui n'ignorent pas les périls qu'on encourt à vouloir établir, à l'instar de l'Etat de Lénine, une république laïque bourgeoise sans bourgeoisie. Il est vrai que contrairement à ses prédécesseurs leur Front républicain aurait la particularité de ne pas revendiquer le pouvoir et de camper «face à l'état». Une stratégie dont la dialectique n'est pas évidente...

Des milliers d'ouvriers et de paysans ont compris que ce ne sont pas de bonnes élections qui donneront un bon gouvernement qui réalisera une bonne politique après avoir élaboré une bonne constitution démocratique et laïque. La lucidité n'est pas un drame. C'est aux anarchistes, entre autres, de faire en sorte que leur désillusion ne devienne pas démoralisation, et de s'adresser à eux dans la clarté en leur offrant des perspectives. La politique volontariste des communistes de la 3ème période, «classe contre classe», n'est pas notre modèle et nous avons tout intérêt à nouer le contact avec les étudiants, écrivains, artistes, les professions libérales, les cadres et les agriculteurs notamment quand la résistance aux divers effets de la crise l'occasionne. Mais comment envisager un regroupement politique, pas seulement anarchiste, sans condamnation de l'économie de marché, c'est-à-dire du capitalisme ? Et s'il est vrai qu'aucune solution, y compris celle d'une démocratie des conseils, soit exempte de danger, rien ne permet d'affirmer qu'elle débouche nécessairement sur la dictature, comme si l'on disait que l'expropriation du capital débouche nécessairement sur la pire des dictatures. Ce qui est indéniable c'est que le mot d'ordre «tout le pouvoir au parti» et non le principe des soviets ou des communes d'Aragon, a enfanté la dictature. C'est pour essayer de parer à de telles dérives que le problème des structures est partie intégrante de tout débat théorique sur la transformation du système économique.

De même les libertés démocratiques, c'est-à-dire le contenu démocratique réel des Démocraties, n'est pas séparable de la lutte des classes. Il ne l'était même pas pour Marx dans le cadre de la «ligne de la démocratie» quand il jouait une fraction de la bourgeoisie contre une autre dans sa stratégie, qui n'est pas la nôtre, de conquête de l'Etat. Quelle peut-être la qualité démocratique de pays dont le taux de chômage dépasse 15% de la population active ? L'essentiel est que nous nous retrouvions avec les camarades de l'U.A.S. et les autres dans des syndicats indépendants des partis et de leur projet de société pour défendre les acquis des travailleurs, parmi lesquels les libertés démocratiques. Ce mode d'intervention n'en excluant pas d'autres tel que le comité d'Appel aux laïques que nous constituons ensemble en 1980. Il n'empêcha pas l'élection de Mitterrand (1) mais déboucha sur la construction des syndicats d'enseignants à la C.G.T- F.O., seule confédération qui formule aujourd'hui la double exigence: «fonds publics à l'école publique-fonds privés à l'école privée».

Quelles que soient les supputations sur la pérennité du régime parlementaire et les perspectives dans lesquelles on se place, lorsque le fléau de la balance penche dangereusement d'un côté ce ne sont pas les incantations adressées à l'aiguille qui rétablissent l'équilibre de la démocratie républicaine mais le poids des résistances ouvrières qu'on oppose sur l'autre plateau. Car notre moyen d'infléchir non seulement les politiques gouvernementales mais la forme plus ou moins démocratique de l'Etat - sans s'illusionner sur sa nature - c'est de défendre les libertés par un rapport de forces entre classes, y compris dans la rue et pourquoi pas avec l'appui d'un hypothétique Front laïque républicain. L'aspect institutionnel de la dégradation démocratique: confusion et concentration des pouvoirs, cléricisme, tripartisme, déréglementation, mise en place de la subsidiarité... entre parfaitement dans la cible de cette résistance qui nous conduit à prendre position contre Maastricht (2). Mais ce combat n'est pas faire confiance «aux politiques, ni aux hommes d'Etat» comme le rappelait magistralement Alexandre Hébert en conclusion de son dernier rapport moral, soulignant que les acquis de 36 n'étaient pas le fruit du Front populaire, mais celui de la grève générale. «L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes» réaffirme-t-il dans un excellent article «Libéralisme et lutte des classes» publié dans F.O. Hebdo. En fin de compte, si l'ami Alexandre diffuse ces deux articles de «Lettre Anarchiste» c'est qu'au delà des divergences, il y trouve davantage de points d'accord que de désaccord. Cela ne surprendra pas et laisse bien augurer de l'avenir.

Il reste qu'à notre époque qui est celle de l'impérialisme et de la récession, de la régression et de la contre-Révolution, le drame qu'il vaut mieux regarder en face est que la classe ouvrière ne peut et ne doit compter que sur elle-même, et dans un premier temps sur la partie d'elle-même que n'a pas contaminé l'idéologie social-chrétienne. Cette exigence réclame un gigantesque effort d'organisation pour tous les courants et particulièrement le nôtre, sans quoi le mouvement anarchiste n'aura même pas la perspective de se replier sur une secte mais celle de disparaître dans les annales du folklore tolstoïen ou de l'autogestion corporatiste, si ce n'est sous les cendres froides des illusions social-démocrates.

S. Mahé

(1) Dont la réponse édifiante à l'Appel ne fut d'ailleurs publiée que par l'Anarcho-Syndicaliste.

(2) Voir annexe page suivante.

NON AU TRAITE DE MAASTRICHT

Le traité de MAASTRICHT, élaboré en contradiction avec les principes démocratiques par un exécutif composé de chefs d'Etat se substituant aux législatifs nationaux, est soumis à référendum pour être avalisé tel quel par les citoyens.

Il répond à une volonté de concentration de pouvoir politique correspondant aux intérêts du capitalisme européen et symbolisée par une banque européenne dont les directives s'imposeraient aux budgets nationaux.

Cet encadrement budgétaire pèserait directement sur les évolutions de politique intérieure dont les agriculteurs connaissent un avant-goût avec la P. A.C. qui s'intègre elle-même dans le cadre du G.A.T.T. exigé par le capitalisme U.S.

Les contraintes monétaires et les critères de déflation se concrétiseraient par un renforcement de la rigueur salariale, donc par une aggravation du chômage, une remise en cause des acquis sociaux et une accélération des privatisations des Services publics.

En conformité avec un article du parlement européen, l'accord LANG-Cloupet s'inscrit dans l'orientation de la politique scolaire européenne. Le principe constitutionnel de laïcité de l'Ecole et de l'Etat, particulier à la France, devrait s'effacer en perspective d'une harmonisation avec les autres pays de l'Europe vaticane.

Le traité de MAASTRICHT se réclame du principe de subsidiarité inspiré des encycliques, sa ratification se traduirait notamment par la transformation des syndicats indépendants en corps intermédiaires, organes d'exécution, intégrés à l'Etat et à l'entreprise.

Pour ces raisons, les soussignés vous appellent à cosigner ce texte, à le diffuser largement, afin de faire échec à la conception de l'Europe, contenue dans le traité de MAASTRICHT, et à voter NON lors du référendum du 20 septembre 1992.

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES:

Serge MAHE- Jacqueline SALIOU - Gabriel GUICHET - Alexandre HEBERT - Sylviane HOCHARD - Gérard SALIOU - Lysette CARDINAL - Georges BOUTIN - Jean-Jacques MIGNUCCI - Jean-Max MARTIN - Jean-Pierre PERCHE - Emmanuel NICOLAIZEAU - Roger LEPEIX - Yvon ROCTON - Joël BONNEMAISON - Yannick GUILLOU - Armelle LEMAUFF-TANGUY - Georges RIVALIN - Louise PATISSOU -

"UN GRAND DEBAT NATIONAL SUR L'ECOLE" ...

(XIème PLAN)

Mercredi 3 février, le secrétaire d'Etat au Plan, F. LONCLE, a présenté au conseil des ministres les orientations retenues par le gouvernement pour le XIème Plan (93-97). Il s'agit des conclusions dont une synthèse avait été remise à Bérégovoy en décembre dernier. On y trouve un ensemble de mesures pour impulser le partage du travail et des salaires (notamment par de juteux cadeaux aux patrons qui imposeront le travail précaire ou à temps partiel), ainsi que la poursuite du plan Rocard de «modernisation du service public» (directement inspiré du plan Longuet).

On sait que les principaux leaders de l'opposition actuelle se promettent d'accentuer la «décentralisation» de l'Ecole. A la lecture du rapport du groupe éducation et formation du XIème Plan, présidé par M. Praderie, directeur de l'A.F.P.A. (Association pour la formation professionnelle des adultes), il apparaît que la majorité en partance se hâte de rivaliser d'ardeur avec ses partenaires et de leur dérouler un tapis de velours.

Après avoir regretté l'obstination des familles à choisir les études d'enseignement général au détriment des formations professionnelles et l'insuffisance des procédures mises en place dans les zones défavorisées, le rapport propose un «*débat national sur l'éducation de base*», la généralisation du soutien pédagogique dans la perspective de supprimer les redoublements, assortie d'une plus grande implication des familles «*pour donner un sens à la notion de communauté éducative*».

Ces recommandations procèdent d'intentions déjà formulées dans les circulaires des ministres qui se sont succédés depuis 10 ans. Plus précises, les mesures envisagées par le XIème Plan concernant la gestion des personnels et des établissements marquent un pas décisif dans l'application de la décentralisation engagée par les lois de 83 et 85.

Les experts du Plan sont formels: *"l'évaluation de l'efficacité pédagogique individuelle des enseignants devrait faire l'objet d'une réflexion prioritaire chez les responsables du système éducatif"*. Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas de l'inspection individuelle classique mais d'établir «*une meilleure adéquation entre aptitude des candidats et localisation des postes*» qui pourrait se traduire par «*un système plus déconcentré au niveau du recrutement*», il s'agit, selon les termes du rapport, «*d'expérimenter la notion de postes à profil*». Ce qui implique évidemment que soient «*revus les barèmes qui régissent mouvements et avancements*». En bonne logique, le chapitre se termine par le bouquet final du salaire au mérite : *"une réflexion sur la relation entre performance individuelle des personnels et rémunération doit être ouverte avec les représentants de ceux-ci"*.

Quant aux établissements, les rapporteurs recommandent «*l'accroissement de l'autonomie administrative et financière*»: déconcentration et globalisation des crédits mais aussi séparation des fonctions de direction d'établissement et de présidence du conseil d'administration (qui pourra éventuellement être attribuée au patronat local).

Concernant la pédagogie, une partie des programmes est réservée à l'initiative locale et le rapport propose que «*soit confiée à la région, la mission d'élaborer un schéma des formations regroupant l'ensemble des formations initiales (secondaires et supérieures) et continues (à l'exception des formations relevant de la seule responsabilité des partenaires sociaux)*». L'Etat se chargeant «*d'ajuster ses modes d'intervention et l'allocation des moyens*» dans le droit fil de la subsidiarité. C'est l'Etat également qui organise la mise en place de zones pilotes, sortes de Z.E.P. élargies, associant aux écoles, collèges et lycées, des centres d'apprentissage, de formation d'adultes et des «*missions locales*». Ces zones pilotes, soumises à une unité de gestion et dotée d'un budget quinquennal contracté avec l'Etat, permettraient d'expérimenter «*une spécificité de recrutement, de rémunération et de déroulement de carrière des personnels*».

Un commentateur du journal Le Monde qui titre triomphalement *"l'Ecole, cap sur l'entreprise"* conclut ainsi son article : «*Et chacun y trouvera son compte, à la veille d'un débat électoral dont l'éducation sera l'un des principaux thèmes. Les uns pour y voir la confirmation des mutations esquissées prudemment depuis dix ans, les autres pour y trouver la justification d'une sérieuse accélération du mouvement*». On ne saurait mieux dire. Pas facile de trouver le bon bulletin de vote, pour ceux qui imaginaient encore sauver les meubles par la voie des élections législatives!

L'Ecole en miettes, sous tutelle des pouvoirs idéologiques et économiques locaux et régionaux, la laïcité récusée, le statut des enseignants démantelé, le droit à une instruction égale pour tous bafoué... tels sont les «*acquis sociaux*» revendiqués par les uns et les autres au travers de ce rapport, avec une impudence qui appelle la révolte et en premier lieu la mobilisation des syndicats d'enseignants et de leur confédération.

8 Février 1993